



Distr.
LIMITÉE
T/AC.20/SR.23
24 mars 1950
FRANÇAIS

DOCUMENTS
INDEX UNIT

MASTER

Distr. double

22 MAY 1950

CONSEIL DE TUTELLE

Sixième session

COMITE AD HOC POUR LES PETITIONS

PROCES VERBAL DE LA VINGT-TROISIEME SEANCE

tenue au Palais des Nations à Genève

le vendredi 24 mars 1950, à 10 h.

SOMMAIRE :

EXAMEN DES QUESTIONS GENERALES POSEES PAR LES PETITIONS CONCERNANT
LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE (Document T/521)

(Suite)

Pages

(d) Progrès social (Suite)

3 - 16

(iii) Discrimination raciale

(iv) Droits syndicaux et droit de grève

(v) Code du travail

(vi) Salaires

(vii) Heures de travail

(viii) Abolition du travail forcé

(ix) Organismes coopératifs

(x) Sociétés indigènes de prévoyance

(xi) Services médicaux

(xii) Services de santé publique

(xiii) Baisse de la natalité

(xiv) Campagne contre l'alcoolisme

(xv) Système pénitentiaire

N.B. Les représentants qui désirent voir apporter des corrections au présent Procès-verbal, sont priés de bien vouloir les communiquer par écrit, au Bureau C-452, Palais des Nations, dans les 48 heures qui suivront la distribution du présent Procès-verbal.

	<u>Pages</u>
(e) Progrès de l'enseignement	16 - 18
(i) Enseignement général	
(ii) Enseignement technique et orientation professionnelle	
(iii) Conseil consultatif de l'enseignement	
(iv) Enseignement obligatoire	
(v) Programme d'enseignement	
(vi) Age scolaire limite	
(vii) Octroi de bourses	

Présents :

Président

M. FEACHEY

(Australie) Rapporteur

Membres

M. CHIH-CHEN WANG

Chine

par la suite

M. SHIH-CHI HU

M. FRANCO y FRANCO

République dominicaine

M. CARPIO

Philippines

M. McKAY

Etats-Unis d'Amérique

Egalement présent

M. WATIER

Représentant spécial de
l'Autorité chargée de
l'administration du
Territoire sous tutelle
du Cameroun sous adminis-
tration française

Secrétariat

M. Wieschhoff

Secrétaire du Comité

EXAMEN DES QUESTIONS GENERALES POSEES PAR LES PETITIONS CONCERNANT LE CAMEROUN
SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE (Document T/521) (Suite).

(d) Progrès social (Suite) (Document T/521, pages 19-26)

(iii) Discrimination raciale.

Pétitions:

T/PET. 5/12-4/23

5/13

5/16

5/20

5/21

5/24

5/28

5/31

5/52

5/53-4/30

5/56-4/31

5/60-4/32

5/68

5/74

Le PRESIDENT signale qu'à sa quatrième session, le Conseil de tutelle a adopté une recommandation au sujet de la discrimination raciale. Il invite le représentant des Etats-Unis d'Amérique à faire connaître au Comité la recommandation préparée sur la même question par le Comité de rédaction sur les rapports annuels à sa présente session.

M. McKAY (Etats-Unis d'Amérique) donne lecture de la recommandation du Comité de rédaction concernant la discrimination (document T/L.68, page 25).

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, cite de nombreux passages d'une circulaire adressée par le Ministère français des territoires d'outre-mer en 1947, à l'occasion de plaintes émises par des représentants élus des Territoires africains. Ceux-ci se plaignaient de ce que les africains rentrant de France métropolitaine dans leur pays, constataient une différence notable entre le traitement qu'ils avaient reçu en France et celui qui leur était accordé en Afrique. La circulaire, après avoir souligné que toutes les tendances et nuances de l'opinion française étaient d'accord pour rejeter complètement toute pratique de discrimination raciale et rappelé qu'un certain nombre de résidents européens avaient été expulsés du Territoire en raison de leur attitude

persistante de discrimination, donnait pour instructions aux fonctionnaires gouvernementaux du Territoire d'user de toute leur autorité pour combattre les atteintes à l'égalité de droits entre résidents indigènes et européens. Les fonctionnaires avaient été, en outre, invités à rapporter toute mesure comportant la moindre trace de pratique discriminatoire et à user de leur influence sur la communauté européenne non-officielle, afin d'éliminer les manifestations de discrimination raciale dans les hôtels et autres lieux publics. En fin de compte, la circulaire stipulait que toute infraction aux lois établissant l'égalité des droits devrait être punie avec la plus grande sévérité. Le Représentant spécial ajoute qu'il ne serait guère possible de condamner la discrimination raciale en termes moins équivoques. Néanmoins, les pétitions continuent à faire état de faits qui, prétendent-elles, sont dus à la discrimination raciale. L'institution du double collège électoral, mentionnée dans un certain nombre de pétitions, n'est pas fondée sur la discrimination raciale, mais sur la reconnaissance de l'importance économique de la communauté européenne et sur le rôle stimulateur qu'elle joue dans le développement du Territoire. De même, aucune discrimination n'existe pour les nominations et les promotions dans l'administration, depuis qu'une liste commune, englobant les fonctionnaires indigènes et les fonctionnaires européens dans une administration civile unifiée, a été introduite. Dans le domaine économique, les différences de salaires et traitements proviennent de différences de rendement et non pas de considérations raciales. Il n'existe pas non plus de différence quant au traitement dans les écoles et hôpitaux, si ce n'est que dans les hôpitaux les malades européens payants ont à leur disposition les facilités particulières accordées normalement dans tous les pays aux malades payants. Afin d'éliminer tout sujet de plainte à cet égard, deux hôpitaux doivent être ouverts pour les malades africains payants. Dans les cas de discrimination raciale dans les hôtels et autres lieux publics, l'administration agit avec une grande sévérité, chaque fois que son attention est attirée sur de tels cas. Des résidents européens ont même été expulsés du Territoire, en raison de leur attitude discriminatoire persistante.

M. FRANCO y FRANCO (République dominicaine) est d'avis que la recommandation du Comité de rédaction insistant auprès de l'Autorité chargée de l'administration, pour que celle-ci poursuive ses efforts en vue d'éliminer toutes les formes de discrimination, constituerait une réponse idéale aux pétitionnaires.

Le PRESIDENT propose que le projet de résolution du Comité fasse mention de la circulaire ministérielle, prenne note de la déclaration du Représentant spécial et attire l'attention sur la recommandation qui a été rédigée pour être soumise au Conseil.

M. MCKAY (Etats-Unis d'Amérique) estime qu'il serait sage de ne pas mentionner le système du "double collège électoral". Indépendamment du fait qu'il n'est en aucune façon un partisan convaincu d'un tel système, il pense que cette question relève plutôt du chapitre "Assemblée représentative" que du chapitre "Discrimination raciale".

Le Comité décide d'inviter le Secrétariat à préparer une résolution dans le sens indiqué par le Président, en tenant compte des observations du représentant des Etats-Unis d'Amérique.

(iv) Droits syndicaux et droit de grève.

Pétitions :

T/PET.5/19

5/33-4/27

5/52

5/53-4/30

5/68

5/74

(v) Code du travail .

Pétitions :

T/PET.5/19

5/21

5/24

5/25

5/52

5/56-4/31

5/62

5/68

5/72

5/74

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, souligne que "Force Ouvrière " ou les syndicats chrétiens n'ont pas émis de plaintes au sujet de la violation des droits syndicaux. Il n'est pas exact de déclarer que la législation concernant les syndicats dans le Territoire entrave, d'une façon ou d'une autre, l'activité de ceux-ci. En fait, la seule différence qui existe dans la réglementation des syndicats en France et au Cameroun sous administration française, est que, dans ce dernier territoire, les secrétaires de syndicats

doivent savoir lire et écrire et les trésoriers sont tenus de soumettre au Procureur général un rapport annuel sur la gestion financière de leur syndicat. De telles dispositions sont rendues nécessaires par les conditions du Territoire et ne peuvent en aucune façon être considérées comme constituant une restriction des droits syndicaux.

La France, loin de poursuivre une politique anti-syndicale, a en fait envoyé des inspecteurs du travail dans le Territoire, pour qu'ils fassent profiter les chefs syndicaux de leur expérience. Les syndicats français ont également envoyé des dirigeants compétents pour organiser des syndicats dans le Territoire.

Le Code du travail que l'on se propose d'appliquer aux populations indigènes et européennes de tous les territoires français d'outre-mer, a été mis en discussion par l'Assemblée de l'Union française et par la Commission permanente du travail de l'Assemblée Nationale, et sera, à bref délai, présenté à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République. Il est donc quelque peu prématuré, de la part des pétitionnaires, de critiquer un Code qui n'a pas encore revêtu sa forme définitive. D'ailleurs le Code du travail ne représente qu'un ensemble de principes fondamentaux qui seront adaptés aux conditions des divers territoires, par décret local.

Le PRESIDENT signale que le Conseil a adopté, lors de sa 4ème session, une recommandation concernant la question générale du travail. Il suggère de traiter en une seule et même résolution la question des droits syndicaux et celle du Code du travail.

Après discussion, le PRESIDENT propose d'inviter le Secrétariat à préparer un projet de résolution qui, après avoir rappelé la recommandation précédente du Conseil, prendrait acte des déclarations du Représentant spécial et inviterait l'Autorité chargée de l'administration à tenir dûment compte, dans la préparation du Code du travail pour les Territoires d'outre-mer, des principes contenus dans les Conventions internationales sur la législation du travail dans les territoires non métropolitains, et à hâter l'entrée en vigueur de ce Code.

Il en est ainsi décidé.

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, se référant à la pétition de M. Gaston Médiou qui demande que soit institué un corps d'inspecteurs du travail indépendant de l'administration déclare ne pouvoir comprendre le but de cette demande. Il est essentiel qu'un corps d'inspecteurs du travail soit indépendant, tant des employeurs que des salariés s'il doit se montrer impartial, et d'autre part s'il doit avoir un caractère quelque peu officiel, il est inévitable qu'il soit de quelque manière relié à l'administration.

Le PRESIDENT fait remarquer que les dispositions du Code du travail traiteront certainement de la question de l'institution d'un corps d'inspecteurs du travail, et que la pétition peut, en conséquence, être considérée comme réglée par la résolution déjà décidée.

(vi) Salaires.

Pétitions :

T/PET.5/13

5/16

5/24

5/43

5/52

5/53-4/30

5/56-4/31

5/68

5/71

Après discussion, il est décidé que la recommandation du Comité de rédaction sur les rapports annuels (Document T/L.68) et la résolution traitant des droits syndicaux et du Code du travail approuvée par le Comité, règlent de façon satisfaisante les questions posées par ces pétitions.

(vii) Heures de travail.

Pétition :

T/PET.5/43

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, explique que les employés de commerce locaux de Abong Mbang, poste avancé, ont précisément demandé à l'Administration de suspendre l'application de la réglementation habituelle concernant les heures de travail, parce que les personnes intéressées qui participent aux bénéfices des succursales locales, désiraient garder leurs boutiques ouvertes plus longtemps. Il ne saurait être question de les obliger à

travailler plus longtemps et en fait, une telle pratique constitue une infraction à la réglementation normale.

La seule explication possible de la contradiction apparente existant entre la demande originale et la plainte contenue dans la pétition présentée au Comité, est que certains employés, qui ne sont pas en fait les gérants des boutiques locales, ne veulent pas travailler plus longtemps. La solution la plus simple serait d'inviter l'Autorité chargée de l'administration à faire en sorte qu'aucune dérogation ne soit autorisée à la réglementation concernant les heures de travail.

Après discussion, il en est ainsi décidé.

(viii) Abolition du travail forcé.

Pétitions :

T/PET.5/12-4/23

5/13

5/19

5/33-4/27

5/36

5/42

5/52

5/60-4/32

5/74

Après discussion, il est décidé que les questions posées sont réglées de façon satisfaisante par la recommandation concernant le travail forcé, qui figure dans le Rapport du Comité de rédaction sur les rapports annuels (Document T/L.68).

(ix) Organismes coopératifs.

Pétitions :

T/PET.5/21

5/52

5/56-4/31

5/62

M. MCKAY (Etats-Unis d'Amérique) fait observer qu'il n'existe aucune recommandation du Conseil traitant de la question du financement des organismes coopératifs.

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'Administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, déclare que les chefs du Territoire ont visité les organismes coopératifs en France et que l'Administration envisage l'envoi en France de personnes compétentes qui étudieront l'organisation coopérative.

Il rappelle qu'il a déjà donné, à une séance du Conseil, de nombreux renseignements sur la question du financement des coopératives. Comme les prêts consentis par l'Assemblée représentative aux organismes coopératifs n'ont pas été remboursés, et ont été souvent mal utilisés, cette Assemblée a refusé de consentir de nouvelles avances. Un organe nouvellement créé, le Crédit Camerounais, consentira cependant des prêts à l'avenir, à toute coopérative présentant quelque garantie de bonne gestion.

Quant à la demande de revision du contingent d'exportation des bananes en faveur des coopératives, il explique que le système des contingents a été adopté parce que les navires spéciaux disponibles ne suffisaient pas à l'exportation de la totalité de la production bananière du Territoire. L'Administration a, en conséquence, créé une commission, présidée par un fonctionnaire gouvernemental, et au sein de laquelle les planteurs indigènes et européens étaient représentés, selon la superficie qu'ils cultivaient. L'industrie bananière du Territoire a été fondée par les européens et la participation indigène n'est que d'origine relativement récente. Le contingent d'exportation accordé aux planteurs indigènes a toutefois été porté de 24% des exportations totales en 1947, à 34% en 1949. Il est malheureusement impossible d'exporter la totalité de la production bananière d'un planteur ou d'un organisme coopératif.

Le PRESIDENT suggère que le projet de résolution du Comité fasse état des recommandations précédentes du Conseil et prenne acte de la déclaration du représentant spécial au sujet du contingent d'exportation des bananes.

M. CARPIO (Philippines) propose que ce projet de résolution exprime aussi l'espoir que les producteurs indigènes se verront accorder une participation équitable, afin d'encourager le développement de l'industrie.

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autocré chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun français, indique qu'en raison de la pénurie d'installations frigorifiques de transport par mer, l'administration est à l'heure actuelle, obligée de freiner le développement de l'industrie.

M. SHIH-CHI HU (Chine) fait remarquer que des arrangements pourraient être pris en collaboration avec l'Organisation coopérative internationale et avec la Société coopérative scandinave de vente en gros, en vue de faciliter le transport des bananes.

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française propose que la résolution invite l'Autorité chargée de l'administration à faciliter l'exportation des bananes et à encourager la participation des planteurs indigènes à la production bananière.

Il est décidé de demander au Secrétariat de préparer une résolution dans le sens indiqué au cours de la discussion.

(x) Sociétés indigènes de prévoyance.

Pétitions :

T/PET.5/29-4/25

5/33-4/27

5/52

5/53-4/30

5/62

5/74

M. McKAY (Etats-Unis d'Amérique) fait observer que cette question n'est traitée directement par aucune recommandation. Divers pétitionnaires protestent très fermement contre les organisations en question qu'il avait toujours considérées comme apportant une contribution importante au développement économique du Territoire. Le rapport de la Mission de visite consacre de longs développements à la controverse. La revendication principale semble être que la population indigène n'est pas autorisée à participer de façon suffisante à l'administration des compagnies. Il suggère, en conséquence, que la résolution du Comité prenne acte de l'opinion exprimée par l'administration locale selon laquelle de telles organisations apportent une contribution utile à la vie économique du Territoire, invite l'Autorité chargée de l'administration à favoriser l'accroissement de la participation africain à l'administration des compagnies et fasse pour conclure quelques recommandations dans le sens de celles qui ont été adoptées au sujet des organismes coopératifs.

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, signale que les sociétés indigènes de prévoyance, qui avaient été instituées par l'administration, ont été les premières organisations à introduire les méthodes et les idées coopératives dans le Territoire. Il estime que l'on ne saurait s'en passer que lorsque des organismes coopératifs indépendants auront atteint une phase plus satisfaisante dans leur développement. L'expérience de l'Administration, jusqu'à présent a toutefois été que, lorsque les coopératives indépendantes sont laissées à leur propre initiative, elles deviennent, en fin de compte, insolvables.

Il est décidé, sur la proposition du Président, d'inviter le Secrétariat à préparer une résolution contenant les propositions du représentant des Etats-Unis et prenant acte de la déclaration du représentant spécial.

(xi) Services médicaux

Pétitions : T/PET.5/12-4/23

5/19

5/20

5/21

5/24

5/29-4/25

5/39

T/PET.5/33-4/26

5/39

5/42-4/29

5/44

5/46

5/52

5/53-4/30

T/PET.5/54

5/61

5/62

5/72

5/75

(xii) Services de santé publique

Pétitions : T/PET.5/19

5/42-4/29

5/44

5/52

5/71

Le PRESIDENT signale que le Conseil a fait une recommandation concernant la question de santé publique, dans son rapport sur sa 4ème session.

M. McKAY (Etats-Unis d'Amérique) déclare que la recommandation du Comité de rédaction sur les rapports annuels relative aux services médicaux et à la santé publique, ne répond pas à tous les points que soulèvent les pétitions en cours d'examen. La résolution du Comité pourrait traiter, en même temps, des services médicaux et de la santé publique.

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, se félicite de constater que les habitants indigènes ont à coeur de voir se développer les services médicaux. Il avait été nécessaire, il n'y a pas si longtemps, d'obliger les africains à se soumettre aux traitements médicaux et de combattre vigoureusement l'influence des guérisseurs indigènes. L'allégation selon laquelle les hôpitaux sont militarisés n'est pas fondée, de même que celle selon laquelle une discipline militaire y est imposée. Il est vrai, naturellement qu'en raison des difficultés que l'on rencontre pour attirer des médecins civils dans le Territoire, la grande majorité des médecins des hôpitaux sont des médecins militaires. Ceci ne veut pas dire, cependant, que des méthodes militaires soient appliquées dans les hôpitaux. Les infirmiers travaillant dans les hôpitaux sont tous des civils, et bien que soumis à une certaine discipline essentielle au fonctionnement et à l'hygiène de l'hôpital, ne sont certainement pas militarisés. Etant donné les services inestimables qu'ont rendus les médecins militaires dans le développement des services de santé du Territoire, il estime que les pétitions font preuve d'un certain manque de gratitude.

Quant à la plainte relative aux lamentables conditions de logement et de vie à New Bell, banlieue de Douala, il déclare que c'est seulement dans les postes avancés, que l'on a coutume de fournir aux travailleurs des logements spéciaux. Dans les centres importants, la population est responsable de la construction de ses propres habitations. Au sujet des ressources en eau, il a déjà adressé une réponse écrite, dans laquelle il a expliqué que le plan original de développement éventuel de Douala avait été fondé sur une estimation de la population maxima du double de son nombre d'alors (20.000). L'accroissement inattendu et rapide de la population, portant le chiffre à 100.000, a naturellement créé de sérieuses difficultés à l'égard de l'approvisionnement en eau. Des mesures ont été prises toutefois, afin de pallier cette situation et la Ville sera sous peu absolument fournie en eau.

M. CARPIO (Philippines) propose que le projet de résolution du Comité prenne note des excellents efforts qu'a faits l'Autorité chargée de l'administration en vue du développement des services médicaux et de santé, constate que des progrès

importants doivent encore être accomplis et exprime l'espoir que tous les efforts possibles seront faits pour accroître les services médicaux et améliorer les conditions générales de vie.

Il en est ainsi décidé.

(xiii) Baisse de la natalité

Pétitions: T/PET, 5/12-4/23
5/40-4/28
5/54

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, note avec plaisir que les habitants indigènes s'intéressent à cette question. Ce phénomène se manifeste surtout dans les régions forestières équatoriales et, en fait, une tendance identique à la dépopulation semble exister dans les régions forestières équatoriales d'autres parties de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique. La dépopulation de ces régions avait déjà atteint un stade avancé au moment où son pays a été chargé du mandat du Territoire, après la première guerre mondiale. Le problème est complexe, et les raisons avancées dans les pétitions ne sont probablement pas les principales. Les maladies épidémiques, et en particulier la propagation des maladies vénériennes, sont des facteurs importants. Le mariage des enfants est une coutume qui disparaît rapidement et le départ des hommes qui vont travailler dans d'autres districts, indiqué également comme cause de la dépopulation, n'affecte évidemment pas le taux de natalité dans l'ensemble du Territoire. En tous cas, la grande majorité de ces travailleurs reviennent périodiquement dans leur village d'origine.

Après discussion, le PRESIDENT fait remarquer que le Comité semble considérer qu'il n'est pas prouvé en premier lieu que la natalité soit en baisse, et qu'il n'est pas certain que la pratique de la polygamie, le recrutement des travailleurs, et d'autres causes mentionnées dans les pétitions, aient, en fait, une influence néfaste sur le taux de natalité. Etant donné que tous les facteurs indiqués dans les pétitions comme contribuant à la baisse de la natalité sont en fait visés par d'autres résolutions, comme celles relatives à la santé publique, à la libération des femmes etc.,..., il n'est pas nécessaire de rédiger une résolution sur la baisse de la natalité, et l'on pourrait attirer l'attention des pétitionnaires sur les autres résolutions traitant des problèmes connexes qu'ils mentionnent.

Il en est ainsi décidé.

(xiv) Campagne contre l'alcoolisme.

Pétition: T/PET.5/62

Le PRESIDENT signale que la question de l'alcoolisme a déjà été visée par la référence faite au commerce des boissons dans la résolution sur la liberté du commerce.

(xv) Système pénitentiaire

Pétitions: T/PET.5/32-4/26
5/39

Le PRESIDENT rappelle que le Conseil a adopté deux recommandations au sujet des prisons, lors de sa quatrième session.

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, déclare que la vie dans les prisons du Territoire, loin d'être pénible, est considérée par la plupart des habitants indigènes, comme une espèce de cure de repos.

Il est vrai comme le signale la pétition T/PET.5/32 que, dans certaines régions où l'approvisionnement en eau est primitif, les prisonniers sont utilisés pour chercher de l'eau pour la prison et les fonctionnaires du gouvernement. Il est toutefois complètement erroné de dire qu'ils portent des tonneaux de 100 à 200 litres. En fait, deux prisonniers portent à eux deux, un demi tonneau de 50 litres. Jamais les prisonniers indigènes ne sont utilisés pour porter l'eau aux prisonniers européens. A Douala et Yaounde, où se trouvent les plus grandes prisons, de telles corvées ne sont évidemment pas nécessaires.

L'allégation aux termes de laquelle les accusés en instance de jugement seraient contraints de travailler, est dénuée de fondement.

Il est décidé d'inviter le Secrétariat à préparer une résolution sur la base des recommandations précédentes du Conseil et de la déclaration du représentant spécial.

(e) Progrès de l'enseignement (Document T/521)

(i) Enseignement général

Pétitions : T/PET.5/12-4/23

5/13
5/19
5/20
5/21
5/24
5/28
5/29-4/25
5/32
5/40
5/42-4/29

T/PET.5/45

5/46
5/52
5/53-4/30
5/54
5/56-4/31
5/60-4/32
5/61
5/72-4/63
5/74
5/75

(ii) Enseignement technique et orientation professionnelle

Pétitions: T/PET.5/41

5/52
5/53-4/30
5/54

T/PET.5/60-4/32

5/68
5/72-4/63

(iii) Conseil consultatif de l'enseignement

Pétitions: T/PET.5/12-4/23

(iv) Enseignement obligatoire

Pétitions: T/PET.5/12-4/23

5/19
5/32-4/26

(v) Programme d'enseignement

Pétitions: T/PET.5/12-4/23

5/29-4/25
5/40-4/28
5/42-4/29
5/53-4/30
5/56-4/31

(vi) Age scolaire limite

Pétitions: T/PET.5/20

5/72-4/63

(vii) Octroi de bourses

Pétitions: T/PET.5/28

5/32-4/26
5/53-4/30

M. McKAY (Etats-Unis d'Amérique) déclare que le Comité de rédaction sur les rapports annuels a préparé pour approbation par le Conseil, trois recommandations sur l'enseignement : la première de caractère général se rapporte aux dépenses, la seconde traite spécialement de la formation technique et de la formation des professeurs, et la troisième concerne l'enseignement supérieur. Si le projet de résolution du Comité se fonde sur ces recommandations en même temps que sur les recommandations précédentes du Conseil, toutes les questions soulevées dans les pétitions seront visées.

Au sujet du point (v), Programme d'enseignement, il croit souhaitable d'inviter l'Autorité chargée de l'administration à adapter, autant que possible, les manuels scolaires et les facilités d'enseignement aux besoins locaux. Etant donné que le Cameroun deviendra en fin de compte un Territoire indépendant, il est désirable que la population reçoive un enseignement de l'histoire locale, de la géographie etc..

Au sujet du point (iii), Conseil consultatif de l'enseignement, la résolution pourrait inviter l'Autorité chargée de l'administration à envisager la possibilité d'instituer quelque organisme consultatif d'habitants indigènes, qui pourrait faire profiter de ses conseils les Autorités chargées de l'enseignement.

Le PRESIDENT fait remarquer que l'on dispose pour la résolution du Comité d'une documentation importante qui comprend la résolution de l'Assemblée générale sur l'enseignement supérieur, les six recommandations adoptées par le Conseil à sa 4ème session, les recommandations du Comité de rédaction sur les rapports annuels et toutes les opinions que le Conseil a exprimées à ce sujet dans le passé. La résolution pourrait de plus faire état des deux points suggérés par le représentant des Etats-Unis et faire quelque allusion à l'âge scolaire limite.

M. WATIER, Représentant spécial de l'Autorité chargée de l'administration du Territoire sous tutelle du Cameroun sous administration française, répondant à une question de M. FRANCO y FRANCO (République dominicaine) déclare que la question de l'introduction de l'enseignement obligatoire est implicitement réglée par la recommandation concernant l'intensification de la formation des professeurs dans le Territoire, car il est de toute évidence impossible pour l'Autorité chargée de l'administration d'introduire l'enseignement obligatoire tant que le corps enseignant est insuffisant pour permettre une telle expansion.

Répondant à une question de M. MCKAY (Etats-Unis d'Amérique), il déclare qu'il n'est pas exact que les enfants ne puissent aller à l'école avant l'âge de 10 ans. Lorsque l'Administration a commencé à développer l'éducation sur une vaste échelle, il s'est avéré nécessaire de placer les enfants de presque n'importe quel âge dans la classe la plus élémentaire. Depuis lors toutefois, une mesure préliminaire a été prise en vue de l'enseignement obligatoire, en fixant de 6 à 7 ans l'âge d'admission dans la classe de début.

M. CARPIO (Philippines) exprima l'espoir que les règlements concernant l'âge scolaire limite n'empêcheront pas certains enfants de fréquenter l'école.

Il est décidé d'inviter le Secrétariat à préparer une résolution dans le sens indiqué au cours de la discussion.

La séance est levée à 13 heures.